

AUX SOURCES DE L'HISTOIRE DE LA

REVOLUTION DANS LE DISTRICT DE COMPIEGNE.

+ + + + +

1° PARTIE : LES ARCHIVES COMMUNALES RURALES (suite)

CANTONS DE MONCHY, PIERREFONDS & RETHONDES.

Nous poursuivons ici notre étude des trois derniers cantons ruraux du district, rubrique qui a intéressé nos lecteurs, chacun voulant savoir ce qui est accessible sur son village. Rappelons que nous sommes toujours à la merci d'une nouvelle découverte archivistique, surtout dans les fonds départementaux de Beauvais. (série L & série Q, sans compter les séries des archives d'ancien régime) Seul le dépouillement systématique à propos d'un village peut permettre d'en déceler toutes les richesses passées. Cependant les archives communales elles-mêmes ont été recensées dans leur richesse ou leur pauvreté ; peut être dans certains cas des personnes détiennent-elles chez elles des éléments supplémentaires - archives privées de château, archives notariales, archives paroissiales ... Nous les prions de nous les faire connaître pour l'utilité de la recherche & le plaisir de leurs concitoyens, historiens amateurs.

Les trois cantons qui nous restent à présenter sont de loin les plus riches par leur passé & par ce que nous en savons ; celui de Monchy était typiquement picard & traversé par la grande route des Flandres à Gournay / Aronde & Cuvilly. Ceux de Pierrefonds & Rethondes étaient au contraire davantage rattachés au Valois & au Soissonnais, ayant en commun l'importance de la surface boisée. Les structures économiques & sociales en sont donc très différentes, mais l'activité politique comparable ; ainsi les 4 sociétés populaires rurales du district en l'an II ont existé à ANTHEUIL, CUISE, PIERREFONDS & RETHONDES, c'est à dire dans la limite de ces seuls 3 derniers cantons. C'est dire leur intérêt historique fondamental.

+ + + + +

6°) CANTON DE MONCHY (HUMIERES) - (/ ARONDE)

C'était le plus grand canton du district, en superficie & nombre de commune, sinon par la population. La charmante vallée de l'Aronde, profond sillon dans le plateau picard en était l'épine dorsale (Monchy, Gournay), tandis que la grande route des Flandres le prenait en écharpe du Nord au Sud : relais de poste de Cuvilly & Gournay / Aronde. C'est surtout ce dernier village, situé à mi-chemin entre Roye & Senlis, siège d'une étape militaire & d'un poste de maréchaussée, qui eut un rôle stratégique & politique fondamental. Nous y verrons même intervenir BABEUF en novembre 1790 à propos d'une grande lutte populaire anti-féodale. Le chef lieu Monchy, plus arriéré politiquement n'en a pas moins connu d'importants troubles politiques à partir de 1793. Les autres villages sont situés sur le riche plateau fromenteux & l'on y trouve les plus grosses fermes du district (cf. PORTES) ainsi que quelques grandes familles rurales comme les Ferté, les Thirial ... Ce canton est aussi celui où il y eut le plus dense noyau de curés réfractaires en 1791 & enfin le siège des principaux troubles sociaux consécutifs au recrutement militaire en 1793. (Belloy Monchy, La Taule, Lachelle ...)

a) ANTHEUIL (PORTES) : mairie : ouv.

Cette modeste paroisse (270 habitants en 1796) vit son terroir passablement agrandi grâce à l'annexion des fermes de Portes, propriété du couvent d'Ellincourt Ste Marguerite, monastère clunisien situé dans le district de Noyon. (1790) Les fermes de Portes constituaient la plus grosse exploitation agricole du district ; elles brûlèrent mystérieusement en 1794.

Cette petite commune se signale par son vif patriotisme tout au long de la Révolution. En novembre 91 une pétition des habitants au district réclame le remplacement du maître d'école comme "... incapable de donner aux enfants la connaissance des principes de la Constitution, l'attachement aux principes & aux lois. " En 1794 quelques leaders locaux établissent une Société populaire (mars 94) dont on ne connaît malheureusement guère l'activité. La visite fin mars 94 de l'agent national du district semble avoir consolidé cette institution, rare à la campagne ; Bertrand souligne par ailleurs le "bon esprit" de la commune. Curieusement on voit collaborer apparemment sans problèmes toutes les catégories sociales : P. FERTE l'ainé, gros fermier de Portes est maire sous la Terreur ; le curé P.M. MOREL, constitutionnel puis abdicataire est officier municipal, l'ancien clerc séculier est greffier municipal & officier d'Etat Civil. Les grandes fêtes civiques sont scrupuleusement célébrées tout au long de l'an II ; cependant les décadis ne sont pas mieux observés qu'ailleurs, surtout à partir de mai 94.

Arch. comm. : Etat Civil

(Plan d'Intendance - 10 Evs C 155 - 1793)

b) BEAUGY : mairie : ouv. Ma. & Ve. 1791 - 1791.

Très joli petit village sur la vallée de l'Aronde, Beaugy avait quelques 250 habitants à la fin du XVIII^e siècle. Son histoire révolutionnaire est peu connue. Son curé, I.G. CROANIER, constitutionnel en 1791, refuse de remettre ses lettres de prêtrise tout en cessant ses fonctions sacerdotales en décembre 91. Cela ne l'empêche pas d'être maire de la commune jusqu'en avril 94 & de reprendre cette fonction l'année suivante. BERTRAND, agent national du district l'avait en effet destitué & fait arrêter lors de sa tournée de germinal an II, comme "apôtre du délire & du mensonge". On célèbre à Beaugy les 14 juillet & 10 août 94.

Arch. comm. : Etat Civil -

(plan d'Intendance - 1791 - 10 Evs - C 157)

c) BELLOY : mairie : ouv. Ma. 19H - 19H 0.

Cette toute petite commune de 54 feux (145 habitants en 1796) dépendait du bailliage de Clermont ; on en possède le cahier de doléances, centré sur les questions foncières. Le curé réfractaire en janvier 91 est remplacé par un religieux assermenté en mai de cette année ; c'est un des rares à refuser de renoncer au sacerdoce au moment de la déchristianisation ; cependant l'abbé VAILLANT cesse toute activité religieuse publique & le district le considère comme peu inquiétant. Il est pourtant gardé à vue dans la commune jusqu'en germinal an II. L'administration municipale est épurée début 94, le maire étant jugé incapable. On célèbre le 10 août 94 dans la commune.

En 1795 on établit à Belloy une tour du télégraphe CHAPPE de la ligne Paris-Lille

Arch. comm. : Etat Civil depuis le XVIII^e

(Cahier de doléances - série B - Evs)

d) BRAISNE : mairie : ouv. Je. 15E - 17 E.

Minuscule paroisse (84 habitants en 1796), Braisne est cependant devenue & demeure une commune. Le village est bien mal connu sous la Révolution : l'agent national de la commune en 1794 est remplacé "... ne sachant presque pas lire & faisant à peine son nom." Dépouillement de l'église & suppression de l'angelus en novembre 93 & avril 94.

Arch. comm. : Etat Civil

e) CUVILLY : mairie : ouv. Ma. & Ve. 17H-20H.

Gros village situé sur la grande route des Flandres - on y trouve un relais de poste -, Cuvilly a beaucoup souffert de la 1ère guerre mondiale ; ses archives ont brûlé à cette époque. Heureusement nous avons suffisamment de mentions dans d'autres sources pour reconstituer l'histoire passablement agitée de la commune sous la Révolution.

Cuvilly est d'abord touchée en 1790 par la coalition contre les aydes animée par Babeuf depuis Roye, Peronne & Montdidier. Mais les plus gros incidents éclatent en 1791 à l'occasion des serments du Clergé. Le curé DAUGICOURT & surtout son vicaire DELLEPORTS sont des réfractaires virulents, soutenus par l'opinion du village & la municipalité. En mars 91 la commune adresse une pétition au district pour demander le maintien du curé & du vicaire, malgré leur "mauvais serment", s'engageant même à les payer de leurs propres deniers : ce serait en quelque sorte anticiper sur la séparation de l'Eglise & de l'Etat. Cette solution illégale étant repoussée par l'administration, un nouveau curé est élu par les électeurs du district le 8 mai 91, J.B. ROBERT, ancien religieux. Une semaine après son entrée dans la cure il écrit une lettre adressée au district faisant le récit de l'agitation menée contre lui par le vicaire réfractaire & des menaces de mort dont il est l'objet. Un détachement de soldats & de gardes nationaux de Compiègne va rétablir l'ordre & arrête le vicaire. Ce dernier s'appuie sur la tolérance du culte réfractaire que vient de voter la Constituante. Cependant le district craignant la "contagion" maintient l'arrestation du vicaire & de quelques uns de ses plus vifs supporters. C'est le plus gros incident survenu dans le district en matière religieuse au printemps 91 contre un "intrus".

Il ne faut pas trop s'étonner si deux ans et demi plus tard la commune de Cuvilly est une des plus réticentes à la déchristianisation ; l'agent national BERTRAND la présente comme restée "fanatique" dans son rapport au Comité de Salut Public de la 1ère décade de ventose an II (fin février 94)

Au printemps 95 CUVILLY est le théâtre de nouveaux incidents, à caractère économique & social cette fois. Nous sommes dans la période de grande pénurie du terrible hiver 94-95 ; le 2 mai 95 les habitants affamés arrêtent & pillent un convoi de grains destiné aux hôpitaux de La Fère. La municipalité se déclare impuissante contre les "pillards" ; on envoie des troupes, on procède à des arrestations & l'affaire se prolonge jusqu'en juin 95.

Arch. comm. : disparues (On a seulement le double de l'Etat Civil à Lvs)

BIBLI. : art. Crier Picard 77 - J. ROBERT sur émeutes de 95.

f) GOURNAY / Aronde : tel. 441.32.13 - Ouv. Ma. & Ve. 17H - 19H.

Le gros village de Gournay / Aronde, fort de 205 feux (870 habitants en 1796) où séjourne l'économiste Vincent de Gournay au XVIII^e siècle, est incontestablement un des plus intéressants du district sous la Révolution. Ce très joli bourg resté presque intact aujourd'hui, était à la fin du XVIII^e siècle un important point de la route Paris Lille : relais de poste, étape militaire & siège d'un détachement de maréchaussée.

Dépendant du bailliage de Clermont le bourg y envoya ses députés en mars 89 pour la préparation des Etats Généraux ; nous connaissons le cahier de doléances de Gournay, emporté par le maître de poste & un gros laboureur du village. Celui-ci, imité à Francières, contient d'intéressantes revendications anti-féodales & anti-cléricales - on y demande notamment la suppression des dîmes & des abbayes.

Si la grande peur ne semble pas avoir suscité d'incidents particuliers à Gournay, au cours de l'été 89, en revanche, l'année suivante voit se développer un très important mouvement anti-féodal, d'autant plus célèbre que BABEUF alors résidant à Noyon y a joué un rôle noteur. Le problème concernait la propriété des pommiers plantés le long des routes ; les paysans considéraient qu'avec l'abolition de la féodalité ces arbres qui par ailleurs gênaient les cultures & avaient été plantés par eux devenaient propriété de la commune & que donc tous pouvaient en recueillir les fruits. C'est ce qu'ils firent en octobre 90 à la suite d'une délibération ambiguë de la municipalité de Gournay. Mais le Seigneur, le baron de Pont-l'abbé & son fermier M. Pracquin n'interprétaient pas les lois de la même façon & attaquèrent les paysans en justice pour vol. Les autorités bourgeoises du district de Compiègne prirent bien entendu parti pour le Seigneur, ce qui provoqua une grande "fermentation" dans le village. BABEUF intervint pour défendre les paysans à la demande d'un habitant de Gournay, lecteur du "Correspondant Picard" journal que le futur tribun du peuple éditait à Noyon pour la défense des opprimés. Il y publia une pétition au nom des habitants

de Gournay, prenant leur défense contre le Seigneur & généralisant l'objet du conflit en vue d'une modification de la législation sur l'abolition & le rachat des droits féodaux. Le 20 octobre le district envoya une véritable armée à Gournay, sous le commandement de LE FÉRON chef de la garde nationale de Compiègne. Il s'ensuivit des arrestations & la restitution des pommes au Seigneur. Mais l'agitation se poursuit à Gournay & la municipalité est contrainte de démissionner le 14 novembre 1790. Finalement le district fait libérer les emprisonnés en rejetant toute la responsabilité des événements sur les "mauvais principes" du dénommé Babeuf.

Les conflits entre la commune & Pont l'abbé se poursuivent en 91 & 92, à propos d'usurpations de biens communaux, jusqu'à l'émigration du ci-devant Seigneur. Dès 1790 ils se mêlent à une agitation anti-cléricale, le curé CHARY étant très lié au château. En janvier 91 CHARY & son vicaire IGRET forment des restrictions dans leur serment à la Constitution civile du Clergé & sont finalement considérés comme réfractaires. Restés jusqu'en octobre 92 dans leur presbytère - maison appartenant à Pont l'abbé, ils mènent la vie dure à leur successeur, l'abbé PERREY, ancien aumônier militaire, contraint de loger à l'auberge. Les deux prêtres réfractaires sont accusés au printemps 92 d'être le moteur d'une agitation "fanatique" dans le village, divisant l'opinion.

Cette même année la guerre déclarée en avril va faire de Gournay un important point de passage & d'étape des troupes. Les habitants sont dès juillet 92 surchargés de logements de guerre & de fournitures d'étape pour les hommes & les chevaux. Les conventionnels en mission au printemps 93 font un vif éloge du patriotisme & de l'esprit de sacrifice des habitants ; autre preuve de ce patriotisme : le succès des engagements de volontaires à Gournay comme à Estrées.

Au cours de l'automne 93 des difficultés dans la livraison des réquisitions & des problèmes liés à des résistances à la déchristianisation provoquent une intervention de l'armée révolutionnaire en novembre 93. Le curé PERREY, bien qu'ayant abdicqué ses fonctions sacerdotales, reprend le culte en janvier 94 puis s'enfuit.

Gournay reste dominé dans cette période par la guerre & les passages de troupes, non sans incidents (cf. incendie accidentel du château). On y installe un hôpital militaire en 94.

Au printemps 95 de gros incidents éclatent : une émeute d'environ 200 femmes réclame la clé de l'église & sa réouverture au culte catholique. Ni CHARY, ni IGRET ni PERREY ne rediront cependant la messe à Gournay.

Ces quelques lignes ne donnent qu'un aperçu sommaire des événements ; ce village mériterait amplement une monographie particulière dans la période.

Arch. comm. : Etat Civil depuis 1614.
 Délibérations communales : Mg. 1 1788 - 1804.
 Mg. places sur les bancs de l'église (1787-92)
 Recensement des habitants pour le partage des biens communaux.
 (1792)
 (Cahier de doléances - mars 89 - AB Evs série B)

BIBLIO. : " Histoire du petit village de Gournay / Aronde par un paysan " (4 vol. manuscrits - CAMUS - 1890)
 M. EMERY : " Histoire de Gournay / Aronde " (B. S.H. de Cpgne)
 V. DELINE : " Babeuf de 1785 à 1794 " (Ed. de Roscou - 1977)
 J. BERNET : " L'affaire des pommes à Gournay / Aronde en 1790 " (art. Courrier Picard - août 77)

f) LACHELLE : mairie :

Modeste commune de quelques 220 habitants en 1786, située sur le riche plateau fromentoux, LACHELLE est cependant connue grâce à la conservation d'un registre de délibérations communales de 1791 à l'an II. L'affaire la plus intéressante a trait au partage des marais communaux, effectué à titre viager entre les citoyens actifs en novembre 1791. Les indigents exclus de ce partage ne parvinrent pas ultérieurement à faire entendre leur voix, dans une commune administrée constamment par les gros laboureurs & fermiers. La déchristianisation se fit sans incidents ; on note en mars 94 la plus importante cérémonie civique : plantation de 3 arbres dédiés à la Liberté, l'Egalité & le Fraternité.

Arch. comm. : Etat Civil

Délibérations communales - Rg. mars 1791 - an IV.

BIBLIO. : J. B. NAIT : "Le partage des biens communaux à Lachelle & Longueil Ste Marie." (art. Crier Picard - août 77)

g) L. TULLE : mairie : ouv. Lu. & Je. : 19H - 19M 30.

Petit village de 260 habitants à la fin du XVIII^e siècle, L. TULLE est peu connu sous la Révolution. Le curé DUCURROY, réfractaire en janvier 91, est remplacé en mai par l'ancien vicaire du Neux. On brûle les titres féodaux en octobre 1793, mais la commune montre quelques réticences devant la déchristianisation : BERTHIAUD parle de "regrets au culte" fin mars 94. En mai 95 les habitants s'opposent à la nomination d'un garde-champêtre, pour des "motifs très suspects", selon l'administration du district.

Arch. comm. : Etat Civil

h) MARQUÉGLISE (VAL / le Matz) : mairie :

Aux confins du district, la paroisse de Marquéglise - appelée VAL SUR LE MATZ en l'an II - passe pour avoir été tiède & restée "fanatique" sous la Terreur. Le curé BOULME refuse de remettre ses lettres de prêtrise en décembre 93. Lors d'une tournée d'inspection en germinal an II, BOULME, adjoint de BERTHIAUD, rencontre de jeunes paysannes endimanchées ; or c'était un ci-devant dimanche & non un décadi : interrogées, les jeunes filles répondent qu'elles se sont bien habillées pour mieux recevoir l'agent national du district & son adjoint ... A la suite de cette visite le Temple de la Raison est "purgé des vestiges du fanatisme" ; cependant on ne note aucune fête civique dans le village.

Arch. comm. : divers XVII^e - XVIII^e siècle (inventaire à Bvs)

Etat Civil depuis 1801 dans la commune (1697 à Bvs)

(délibérations antérieures à 1914 détruites pdt la 1^o guerre)

i) MONTCHEY-HUMIÈRES (sur Aronde) : mairie : Ma, Je, Vo : 18H - 19 H.

La commune chef-lieu du canton a aussi passablement souffert des destructions de la 1^{ere} guerre ; ses délibérations communales ont malheureusement disparu. Gros village de 730 habitants en 1796, Montchey possédait un magnifique château, propriété du Seigneur, le duc de Lesparre & une abbaye de femmes, peuplée d'une vingtaine de religieuses & converses jusqu'en septembre 1792. Une partie de ces religieuses resta dans le village & des perquisitions - infructueuses furent effectuées chez elles au moment de l'affaire des Carmélites, en juin 94. Le curé du village, P. BAYARD, assermenté en janvier 91 est arrêté en septembre 93 en même temps que son parent le maire CLÉMENT, fabricant d'alun à Montchey. Quant au duc de Lesparre, il réussit à se faire radier à temps de la liste des émigrés pour conserver ses biens qu'il dilapida par la suite. La déchristianisation fut opérée avec peu de zèle (dépouillement de l'église, vente de ses "débris") La seule grande fête civique signalée est celle du 10 août 94. En revanche, l'année suivante, de sérieux troubles clatèrent pour le rétablissement du culte catholique dans l'église : comme à Gournay c'est une manifestation de femmes qui arrache la clé de l'église aux autorités municipales. (30 mars 95). Le curé BAYARD qui a été récemment libéré finit par accéder aux désirs des manifestants, avec bien des réticences & accepte finalement de redire la messe.

Arch. comm. : Etat Civil

(délib. mun. cantonale - 95-1800 - AD Bvs)

BIBLIO. : M. HENRIY : " Histoire d'un petit village de la vallée de l'Aronde "

(S.H. de Cpgne - 2 vol. 1946 - 1964)

(Sur le village, la paroisse & le couvent)

j) NEUFVI / Aronde : mairie : ouv. Ma., Ve. : 17H O - 18H30.

Charment petit village sur l'Aronde, en amont de Gournay, NEUFVI n'en eut pas moins un Comité de surveillance sous la Terreur. Le curé-prieur, personnage assez riche, était un patriote convaincu des 1793. Après son abdication en novembre 93 on le retrouve travaillant dans les bureaux du district. En l'absence de délibérations communales, nous sommes tout de même assez bien renseignés sur la vie du village en 1794, du fait de la correspondance régulière du Comité de surveillance local avec le district de Compiègne. Bien que les décadis ne soient guère mieux observés que dans maintes autres communes, la municipalité fait un gros effort pour organiser les fêtes civiques : on mentionne ainsi "la fête Suprême" (Être Suprême) du 8 juin 94 & celle du 10 août 94 "célébrée avec pompe". En thermidor la situation semble d'ailleurs se redresser : les décadis s'observent, les réquisitions sont exécutées sans entraves & l'esprit public est bon. En 1795 la municipalité épurée des "terroristes" reproche à l'ancien secrétaire municipal & président du C.d.S. d'avoir brûlé les archives de la fabrique paroissiale.

Arch. comm. : Etat Civil

k) Rény : mairie : tel. 442.40.25 - ouv. t.l.s. 17H-18H.

Cette grosse commune, aussi importante que Ronchy à la fin du XVIII^e siècle, est aussi la mieux pourvue en archives communales de tout le canton. On ne trouve pas moins de 5 registres de délibérations de 1790 à 1795. On possède par ailleurs à Beauvais son cahier de dolances de mars 89, Rény dépendant alors du bailliage de Clermont. Celui-ci - imité à Montmartin - est porté au bailliage par 3 députés, le village ayant 209 feux. On y trouve des articles hostiles à la puissance temporelle de l'église & une défense du sort des maîtres d'école.

L'histoire révolutionnaire de Rény, sans être aussi agitée & remplie que celle de Gournay, n'en est pas moins intéressante.

En juillet 1790 les laboureurs refusent d'organiser le service de la garde nationale & des contradictions éclatent au sein de la municipalité. En 1791 le curé FREDERON prononce un "mauvais serment" à la constitution civile du Clergé & on le considère comme réfractaire ; l'ancien vicaire, assermenté, devient curé tout en participant à la municipalité. Cette même année la vente d'importantes terres ecclésiastiques comme biens nationaux provoque des contradictions dans la commune : la plupart sont achetées par GOUY D'ARSY, frustrant ainsi les paysans de leurs espoirs d'arrendir leurs lopins ; une véritable coalition des petits paysans éclatera en juin 92 pour obtenir du Seigneur la location avantageuse des terres, de préférence aux gros fermiers. (cf. registre d'Arsy).

Après le 10 août 92 la municipalité se signale par son patriotisme & son zèle républicain. Cependant la tentative d'organiser une fête en l'honneur de la chute de la monarchie, de la part de la municipalité, le 10 août 93, se heurte à l'hostilité des habitants. (c'est la seule tentative dans une commune rurale, à notre connaissance).

La déchristianisation, très active, se caractérise par un iconoclasme anti-religieux, monarchique & féodal des plus complets : on saisit les cuivres de l'église en octobre 93, on détruit toutes les croix, figures de Saints en novembre, avec l'aide de l'armée révolutionnaire ; fin novembre c'est le tour des fers de l'église, des pierres des calvaires, des linges & ornements sacerdotaux ; en décembre les confessionnaux sont transformés en tables pour l'administration ; en mai 94 les cordes des cloches servent d'attelles pour les voitures de réquisition ... Ces actes symboliques sont constamment liés à l'effort de guerre.

Un comité de surveillance fonctionna en l'an II & il eut même des velléités d'organisation d'une Société populaire, fin novembre 93, mais le projet avorta.

Arch. comm. : Etat Civil depuis la fin XVI^e

Délibérations communales : 5 registres. (le 3^e Jv-août 93 est en très mauvais état)

(Cahier de doléances - mars 89 - AD Bvs - série B)

+ + + + +
+ + +

CANTON DE PIERREFONDS :

A l'autre bout du district, le canton de Pierrefonds occupe une région surtout formée de forêts, où de bien peuvres villages disposent de minces terroirs agricoles dans les clairières défrichées. Tandis que le plateau picard était déjà un domaine de grande culture céréalière, ici on trouve davantage de bucherons & de saisonniers agricoles, qui s'emploient sur les riches terres du Valois au moment de la moisson & travaillent dans la forêt à la morte saison. Les communes situées à la limite du département de l'Aisne étaient autrefois rattachées administrativement à Soissons ou Villers-Cotterets. Pierrefonds formait une prévôté distincte du bailliage de Compiègne. Si le bourg de Pierrefonds, peuplé de plus de 1500 habitants, connut une histoire politique assez riche, connue grâce à des archives à peu près complètes, les autres communes sont davantage enveloppées de mystère. CUISS le Mette se caractérise par ses conflits religieux & la présence d'un solide noyau jacobin en l'an II ; on note un noyau de curés réfractaires qui fait le pendant de celui du Nord Ouest du district en 1791 ; dans les mêmes villages l'esprit public est loin d'être "à la hauteur" sous la Terreur. Comme dans le canton de Re-thondes tout proche & comparable par sa structure économique & sociale, on observe la permanence de conflits sociaux entre ouvriers agricoles & laboureurs.

a) CHELLES : mairie - ouv. Ma., Ve. 14H-15H 0.

Cette commune de 250 habitants (1796) est assez peu connue. Le curé PONCELLET, bien qu'assernenté en janvier 91, préfère prendre sa retraite, se heurtant semble-t-il à l'hostilité de la population. Son successeur, M^r. DUPONT ultérieurement abdicataire & greffier municipal, est arrêté en 1794 pour avoir falsifié des chiffres de réquisitions. On se plaint à la même époque de "dégâts inutiles" faits par l'armée révolutionnaire venue saisir les ornements du culte & activer les réquisitions. En avril 94 la commune de Chelles est accusée de "ne pas être à la hauteur des principes de la Révolution."

Arch. comm. : Etat Civil

b) COURTIEUX : mairie : ouv. Ma. 10H - 12H ; Ve. ap. midi. (14H - 16H)

Toute petite commune de 130 habitants, au terroir éxigu, COURTIEUX n'a guère laissé de traces marquantes de la période révolutionnaire. Le curé DORIVAL, réfractaire en 91 est remplacé par GRANDPIERRE, ancien religieux, ultérieurement abdicataire & marié.

En 1794 le curé GRANDPIERRE entre fréquemment en conflit avec la municipalité & semble-t-il l'opinion. (affaire de décharge d'impôt, jouissance du presbytère ...). En fructidor an II, 2 curés se disputent au village, suscitant des troubles dénoncés par l'agent national de la commune, BAREILLON, ancien curé de Thourotte & Grandpiere lui-même qui semble peu apprécié des habitants du fait de son mariage. C'est la raison probable de son DIVORCE le 9 juillet 95, en présence de ses collègues voisins déjà mentionnés comme "ministres du culte catholique". En août 95, GRANDPIERRE & BAREILLON font conjointement une déclaration de culte à Courtieux, mais le second semble l'avoir emporté sur le premier, puisque l'on signale quelques années plus tard la retraite de GRANDPIERRE à Berneuil / Aisne.

Arch. comm. : Etat Civil depuis 1711.

c) CROSTROY : mairie : Ma., Ve. 16H30 - 18H30. tel. 441.53.45.

Ce charmant village situé sur le rebord du plateau du Soissonnais avait quelques 180 habitants à la fin du XVIII^e siècle. Presque aussi éloigné de Compiègne que Courtieux, il est encore plus mal connu. Nous avons seulement quelques références sur son curé, septuagenaire sous la Révolution, très hésitant dans son serment du printemps 91, abdicataire en décembre 93, mais resté officier d'Etat Civil & membre de la Municipalité sous la Terreur. Il redevient curé en 1795.

Arch. comm. : Etat Civil depuis 1701. (double dépôt à Beauvais)
Dossier dactylographié sur la commune (vers 1950)
(renseignements géographiques, économiques & historiques)

d) CUISE LA MOTTE : mairie : tel. 441.70.66 - ouv. t.l.j. 14H-18H ; 14H-18H.

CUISE était déjà un gros village au moment de la Révolution (706 habitants en 96). La commune porte ce nom dès sa formation en 1788, le hameau de LA MOTTE situé sur la route Compiègne Soissons étant rattaché au bourg de Cuise.

Malgré la disparition des archives communales, la commune est relativement bien connue dans la période révolutionnaire, grâce au travail effectué au XIX^e siècle par le chanoine BEUBRY qui eut connaissance des délibérations de la municipalité. Depuis, ces recherches demeurent manuscrites ont été exploitées & reproduites par un érudit local, historien de Cuise, M. LE FLOCH. CUISE est une des communes les plus intéressantes du canton & même du district, de par la persistance des conflits politiques & sociaux, particulièrement en l'an II & III, période d'affrontement entre modérés & jacobins locaux.

Une première municipalité fonctionne à Cuise dans la période pré-révolutionnaire, à partir d'août 1787 ; on connaît le cahier de doléances rédigé le 5 mars 1789 ; les habitants y demandent notamment un vicaire & une dotation pour un sous-maitre d'école, le clerc séculier ne pouvant suffire à la tâche vue la taille de la commune. Le curé PINCON, assermenté en janvier 91, entre plusieurs fois en conflit avec les autorités locales dans la période censitaire. Cependant les plus gros incidents éclatent en janvier & mars 91 entre le curé & la nouvelle municipalité élue de décembre 90, marquée par la forte personnalité de DUQUESNOY, procureur de la commune & un peu plus tard agent national. PINCON est alors accusé de prêcher des principes inciviques & de nier l'autorité de la municipalité. Cette guerre anti-cléricale se poursuit jusqu'en l'an III. Elle explique peut-être la vigueur du mouvement déchristianisateur dans le village. Dès le 27 octobre 91 un dénommé LEROY troque son patronyme pour celui d'EGALITE. L'iconoclasme anti-religieux s'opère dans le village de septembre 93 au printemps 94 (cloches, cuivres, argenterie, linge de l'église), comme ailleurs, lié à l'effort de guerre. Le point culminant du mouvement déchristianisateur a lieu le 5 avril, date à laquelle une assemblée générale de la commune décide à l'unanimité de renoncer pour jamais à la religion catholique. DUQUESNOY a joué un rôle fondamental dans cette initiative, tandis que le curé Pinçon, abdicataire dès la fin novembre 93, s'écarte prudemment de la vie politique ; il obtient un certificat de civisme en juin 94 & s'occupe en juillet de la fabrication du salpêtre. En 1795, la conjoncture politique se retourne. DUQUESNOY est accusé de terrorisme & le conflit rebondit avec le curé ; le fils de l'agent national, revenu de la guerre de Vendée profère des menaces de mort contre Pinçon : fin avril 95 les deux DUQUESNOY sont arrêtés sur l'ordre du district & l'agent national est destitué. PINCON retrouvera son poste de curé peu après & tout le monde se réconciliera sous le Directoire.

Arch. comm. : Etat Civil

BIBLIO. : Chanoine BEUBRY : "La vie municipale à Cuise la Motte de 1788 à 96"
(Bibl. mun. de Bvs - Mss - B. 3059 - datylographié)
LE FLOCH : Histoire de Cuise la Motte - chap. XXI

e) HAUTEFONTAINE :

Le village de HAUTEFONTAINE, peuplé de 310 habitants en 1796, a été sous la Révolution le théâtre d'événements intéressants & typiques, liés pour l'essentiel à la présence du château. Celui-ci appartenait à Mme de RETHY, nièce de DILLON, archevêque de Narbonne, réfractaire en 1791. Le ci-devant archevêque y fait de fréquents séjours en 1791, y accueillant plusieurs fois l'évêque de Soissons DE BOURDEILLES, prélat tocratique fort mal vu dans la région. Le fait qu'un certain nombre de curés des villages proches firent de mauvais serments en janvier 91 & furent considérés comme réfractaires, fut vite mis en relation avec les activités suspectes du château. Au printemps 91 la municipalité de HAUTEFONTAINE se plaint au district des menées contre-révolutionnaires du curé du lieu, François QUEQUET & dénonce des conciliabules au château. Dillon lui-même écrit au district que sa nièce est menacée & dissipe le faux bruit selon lequel il y aurait un dépôt d'armes dans la propriété. La nouvelle de la fuite de Louis XVI & de son arrestation à Varennes, arrivée le 22 juin 91, les gardes nationales de la région arrêtent les curés réfractaires & menacent le château. Le district reproche vivement à la municipalité de HAUTEFONTAINE d'avoir laissé faire cet acte illégal & donne des passeports aux personnes gardées à vue.

En juin 1790 une pétition des habitants mentionne l'émigration "plus que probable" du curé DE QUILLI. Son remplaçant, le jeune Gabriel L. COCHU est l'exemple même du curé patriote sous la Révolution : on mentionne "un club qu'il tenait tous les soirs chez lui pour propager 'les lumières de la raison & l'amour de la Liberté'". Il est cependant arrêté comme suspect en septembre 9, dans la première fournée consécutive au passage de COLLOT D'HERNOULLE & FROCHÉ à Compiègne ; en fait il s'agit de l'application dogmatique de l'arrêté des représentants en mission, comme frère d'émigré. Il est libéré peu de temps après & renonce au sacerdoce au moment de la déchristianisation, remet ses lettres de prêtrise à la municipalité de Hautefontaine, "voulant prouver son attachement à la République." En 1794 & 95 L. COCHU s'occupe de l'atelier de salpêtre rattaché à celui de Pierrefonds. Il ne reviendra pas dire la messe dans le village, sans doute devant l'hostilité de l'opinion paysanne à l'encontre des prêtres mariés ou simplement assermentés, comme l'atteste une lettre de la Municipalité au district en août 1795. Ce dernier fait souligne le retournement politique du village de 1791 à 1795.

Arch. comm. : Etat Civil

Delibérations communales

(Archives du château de Hautefontaine)

f) PIERREFONDS : mairie : tel. 441.00.30. Ouv. : t.l.j. 09h-12h - 14h-17h30.

Le bourg de Pierrefonds, siège d'une "exemption" judiciaire, fort de plus de 1500 habitants, était la seconde ville du district après Compiègne - la municipalité caressa même un moment l'espoir de devenir chef-lieu de district. Son histoire riche & complexe sous la Révolution nous est assez bien connue grâce à la conservation jusqu'à nos jours des sources essentielles (délibérations municipales, papiers du Comité de Surveillance). L'agent national du district, de retour d'une tournée dans le canton en décembre 93 fait l'éloge du bon esprit qui règne dans la commune, une des villes du district avec JAUX & COMPIEGNE :

" ... C'est surtout à Pierrefonds que je ne suis trouvé dans une atmosphère républicaine, on y respire l'amour de la Liberté ; le sans-culotte même y est à l'ordre du jour, & la Société Populaire qui y est établie depuis quelques mois ne contribue pas peu à y propager les progrès de la Raison. "

(Rapport au C.A. - 1ere décade nivose an II)

On connaît le cahier de doléances de Pierrefonds, rédigé le 8 mars pour l'assemblée du bailliage de Villers Cotterets ; il contient des articles classiques sur les impôts, la réforme de la justice, le gibier & les capitaineries ; un passage est consacré au vagabondage & le 7° article réclame la limitation des fermes à 3 ou 4 charrettes, traduisant l'inquiétude des paysans devant la concentration des exploitations agricoles.

Aux élections municipales de février 1790, le curé DE BIGAULT, prêtre patriote & "philosophe" est élu maire ; il sera bientôt membre de l'administration du district, & nous avons encore la l'exemple d'un curé engagé politiquement, tout au long de la Révolution. En juin 90 la Cie d'Arc de la Commune demande " à se continuer en garde nationale" ; l'événement est en relations avec la fête de la Fédération, mais aussi consécutif à des incidents & "trouppements séditieux" survenus au printemps dans la commune. A la fin de cette année l'administration communale se plaint encore "d'effervescence dans les assemblées primaires".

En janvier 91 DE BIGAULT & son vicaire prononcent le serment à la Constitution Civile du Clergé, en l'accompagnant de "discours patriotiques". Cette période est aussi marquée par des conflits sur les biens communaux - le maire lui-même est accusé d'usurpation - & des coalitions des bucherons en forêt.

Si l'année 92 nous est moins connue, en revanche les événements se précipitent en 1793. Dès l'été des incidents éclatent avec un certain nombre de laboureurs auteurs de fausses déclarations de récoltes & récalcitrants aux réquisitions. Leur dénonciation reflète des profonds conflits sociaux dans le village. Le 25 octobre, à la suite du passage de "commissaires-apôtres" de l'administration du district, diverses mesures de salut public sont prises, & on crée un Comité de Surveillance, présidé par DE BIGAULT. Ce qui va véritablement révolutionner le pays est le passage d'un fort détachement de l'armée révolutionnaire, à partir du 7 novembre 1793. Outre son action économique (visites domiciliaires, réquisitions) le groupe parisien entreprend, de concert avec les sans-culottes locaux, une véritable révolution idéologique dans le bourg

Le 20 brumaire an II (10 novembre 93) on célèbre une grande fête civique en l'honneur de MARAT & LE PÈRE TIMOTI, une décade avant Compiègne ; le 24 brumaire, cérémonie de plantation d'un arbre de la Fraternité, symbolisant l'amitié entre les villageois & les soldats révolutionnaires ; le même jour la municipalité fait débaptiser toutes les enseignes d'auberges. C'est à ce moment même que se crée la SOCIÉTÉ POPULAIRE de Pierrefonds, la seconde en date du district, visiblement fondée à l'instigation du détachement parisien ; parmi les membres fondateurs, on trouve, outre le curé DE BIGAULT, & son vicaire GUILLEMO, tous deux bientôt abdicataires, le juge de paix DEMAY & son fils arpenteur & greffier municipal, lequel troque bientôt son nom pour celui de FLORELL, s'inspirant du calendrier républicain.

Début frimaire an II (fin novembre 93) un nouveau détachement de soldats révolutionnaires vient perquisitionner chez le gros fermier DESROULINS de Polesne ; on trouve chez lui de l'or caché & il est arrêté. A cette occasion les batteurs accusés de mal faire leur travail déclarent ne pouvoir faire mieux avec le salaire qu'ils reçoivent : la municipalité de Pierrefonds tente de leur obtenir une augmentation. A cette occasion, tant dans l'affaire DESROULINS que celle des batteurs, les autorités de Pierrefonds se montrent singulièrement plus avancées que celles de Compiègne. Il est vrai que ces dernières sont alors en conflit avec l'armée révolutionnaire & le délégué de la commune de Paris, qu'ils parviendront à éliminer début 94.

Il n'est pas nécessaire de préciser que la déchristianisation alla bon train à Pierrefonds, sous l'action de la Société populaire & du Comité de surveillance, se heurtant cependant à une sourde hostilité de certaines fractions de la population, qui nous sont évoquées par Bertrand, lors de son passage en décembre 93. Visiblement le tonus révolutionnaire s'affaiblit en l'absence des soldats de l'armée parisienne. On ne note d'ailleurs aucun prénom républicain dans l'Etat Civil de l'an II & l'an III - il y a tout de même quelques changements de patronymes. Toutes les fêtes révolutionnaires furent cependant célébrées avec solennité ; les décadis s'observent assez bien jusqu'en prairial an II & les autorités restent "à la hauteur", au prix de quelques épurations. Le comité de surveillance semble avoir fonctionné jusqu'en fructidor an II (septembre 94), la Société populaire jusqu'à l'été 94. Le retour au culte catholique s'est fait sans incident notable l'année suivante, DE BIGAULT reprenant alors ses fonctions.

Arch. comm. : Etat Civil

Délibérations communales : Ag. 1 août 1790 - juin 91)

(Suite : série L 3 - 40 Evs :

- délibérations mun. Ag. 3 : juin 93 - pluv. an V.

- rg. passeports & certif. de civisme an III - an VIII

- comptes adm. mun. cant. an IV - an VIII

- REGISTRE DU COMITÉ DE SURVEILLANCE - oct. 93 - fruct. an II)

BIBLI. : générale sur Pierrefonds (peu de choses sur la Révolution)

- J. DUBOIS : "notice historique sur Compiègne & Pierrefonds." 1866

- F. DENOIX : "Pierrefonds" - Ed. Evs - 1877.

- P. JAMET-DEGOUY : "Grandeur & décadence d'une juridiction royale

sur la prévôté de Pierrefonds" (B.H.d.C. 1938)

sur la Révolution :

- R. COBB : "Les armées révolutionnaires ..." op. cité : cf T II.

- M. DOMINGLET : la débaptisation des enseignes d'auberges à Pier

refonds en 1793. art. AHEF - 1964.

- J. BERNARD : coalition des bucherons de Pierrefonds en forêt de

Compiègne (1790-91) art. Crier Picard - août 77.

g) ST ETIENNE (NOUILLE) - LA QUEUE DU BOIS : mairie : ouv. Ma., Vo. 17H-19H.

Cette commune d'un peu plus de 200 habitants sous la Révolution provenait du regroupement de deux hameaux. En 1791 le curé, bien qu'assermenté en janvier, préfère prendre sa retraite anticipée. Son remplaçant, le jeune DESROULINS venu de Pierrefonds, est un des initiateurs du mouvement d'abdication des prêtres en novembre 93. Mais la commune, rebaptisée alors "La Queue du Bois" a été sous la Terreur une des plus rétives à la déchristianisation : la municipalité tente d'empêcher le dépouillement de l'église en octobre-novembre 93 ; le culte se poursuit ouvertement en 1794, ce qui est à l'origine d'une vigoureuse intervention de l'agent national du district en février de cette année : BERTIERND espère vainement consumer le fanatisme dans un auto public des statues de Saints & des reliques.

Outre le non respect des décadis, on note beaucoup de résistances aux réquisitions : ni l'opinion du village ni l'administration communale ne sont "à la hauteur des principes révolutionnaires."

Arch. comm. : Etat Civil

h) ST JEAN AUX BOIS - LA SOLITUDE : mairie : tel. 441.84.18
Ouv. : Lu., Me., Ve. : 18H - 19H30.

Ce très joli village au coeur de la forêt de Compiègne à l'ombre des restes imposants de son église abbatiale, fut érigé en commune en 1790, avec l'adjonction du hameau de LA BREVIÈRE. C'était alors un groupe de pauvres masures habitées surtout par des bucherons. La vie du village reste fort calme dans les premières années de la Révolution. On note des incidents au moment du recrutement des volontaires en mars 93, mais le plus gros événement survient à l'automne, au moment de la déchristianisation : le curé prieur BONVALLOT, bien qu'abdicateur, est accusé de concert avec son parent LEDUC, maire du pays, d'avoir caché des ornements monarchiques, féodaux & ecclésiastiques. Arrêtés, les deux hommes sont vivement défendus par leurs compatriotes. BONVALLOT passera cependant quelques mois en prison. La commune reprend ensuite sa vie tranquille, le culte civique y suscitant peu d'enthousiasme. En juillet 95, les habitants déclarent inutile de salarier un garde champêtre : on se contente d'un panneau avec cette inscription : "Citoyen, respecte les propriétés d'autrui, elles sont le produit de son travail & de son industrie."

Arch. comm. : antérieures à 1790 : 17 inventaires après décès, (1717-46) ; 24 contrats de mariage (1717-53) ; 5 quittances (1717-47)
- Etat Civil depuis 1650.
- Délibérations communales : Rg 1 : fev. 90 - mai 91 ; Rg 2 : nov. 91 - sept. 92 ; Rg 3 mars 93 - germ. an IV ; Rg 4 : an VIII à janv. 1808.
- Etats de section - début XIX°
- Correspondance de l'agent national TOURNEUR avec le district (1793-95)
- Vente des biens nationaux.
- Testaments de Poullétier (1817) & LEDUC (1844) - ancien maire parent de BONVALLOT.

BIBLIO. : abbé DANGU : St Jean aux Bois, abbaye & paroisse.
(S.H. de C. - bull. T 14 - 1911)
J. BERNET : "Une commune tranquille sous la Révolution, St Jean aux Bois - La Solitude de 1789 à 1795" Bull. comm. St Jean 1977-78.

i) VIEUX MOULINS : mairie : tel. 441.60.83 - Ouv. Ma., Ve. 17H30-19H

Comparable par sa taille & sa structure économique-sociale à St Jean, Vieux Moulins est cependant moins bien connu. La commune fait rarement parler d'elle dans les textes du district. Le curé DU NIER, assermenté en 91, abdicateur en 93, membre de la municipalité sous la Terreur - on le mentionne même comme substitut de l'agent national de la commune - semble avoir eu un rôle important, mais peu connu. L'armée révolutionnaire fit un séjour dans le village en nov. décembre 95, comme en témoigne une copieuse note de frais envoyée au district par un aubergiste. La municipalité essaya vainement de faire observer les décadis en l'an II. On attend plus de précisions dans d'éventuelles archives communales à rechercher.

Arch. comm. : Etat Civil (après 1792 dans la commune ; les registres antérieurs sont déposés à Beauvais.

+++++

CANTON DE RETHONDRE :

Le dernier canton du district ressemble géographiquement & économiquement au précédent : présence d'une grande forêt, ici celle de Laigue, & de villages-clairières au terroir étroit, auxquels il faut ajouter les paroisses situées sur une double voie de communication : l'Aisne & la route Compiègne Soissons. La présence de la voie fluviale joua un rôle décisif dans certains événements, comme l'affaire de l'arrêt des convois de grains sur l'Aisne à Choisy & Attichy en février 92. Mais les communes de ce canton connurent aussi d'autres agitations, politiques, sociales & religieuses tout au long de la période révolutionnaire. BERNEUIL / Aisne a connu de constantes luttes anti-féodales & sur des affaires de biens communaux ; CHOISY au Bac & surtout LE MESSIS BRION se caractérisent par de sérieuses résistances à la déchristianisation au cours de l'automne 92, tandis que SAINT CREPIN AUX BOIS est en quelque sorte une commune pilote pour le culte civique en l'an II ; RETHONDRE enfin, la commune chef-lieu fut le théâtre de conflits divers, politiques, religieux & sociaux. Ajoutons que ce canton est le mieux connu par ses archives communales : on trouve en effet des délibérations complètes ou partielles dans 6 des 10 communes qui le composent.

a) BERNEUIL / Aisne : mairie : tel. 441.72.37 ; ouv. : tous les matins

Cette commune de près de 600 habitants à l'époque de la Révolution faisait partie du fief du Seigneur de La Tremoille, contre lequel les habitants menèrent de constantes luttes de 1790 à 93. Le terroir communal était aussi occupé, en plus des terres importantes de LA TREMOILLE par celles du prieuré dit de la Joie Ste Claire ; il n'y restait plus guère en 1790, date de sa suppression, que 2 religieux. Il faut ajouter des terres appartenant aux Minimes de Beaumont / Oise, à l'abbaye St Médard de Soissons & une chapelle dépendant de St Cornille de Compiègne.

L'histoire révolutionnaire de Berneuil est caractérisée par la vigueur & la permanence des conflits portant sur la question de la terre ; plus qu'ailleurs, les délibérations communales reflètent la faim de terre des paysans, contrecarrée par le Seigneur puis par les acquéreurs bourgeois des biens nationaux ecclésiastiques & nobles.

En septembre 89 LA TREMOILLE, sous la pression de la grande peur, avait concédé aux villageois une indemnité pour les dégâts causés par son gibier dans les cultures ; si la municipalité de l'époque - celle de 88-90 - qualifie alors le Seigneur de bienfaiteur, le ton change notablement dès l'année suivante : le Seigneur est accusé d'avoir usurpé des biens de la commune à l'époque de la "réaction aristocratique" - peu avant la Révolution, & la municipalité ne cessera par la suite de réclamer ces biens, jusqu'à l'émigration du ci-devant Seigneur en 93. Collot d'Herbois s'informe d'ailleurs lors de son passage en mission en août 93 des menées contre-révolutionnaires de ce personnage, bénéficiant jusqu'à là de la mansuétude des autorités du district.

Parallèlement de très vifs conflits opposent paysans pauvres & laboureurs sur la question des droits communaux & des biens communs du village. Plusieurs gros cultivateurs membres de la municipalité sont accusés de défrichements illégaux & d'usurpations foncières, ce qui provoque des troubles politiques, démissions & réélections municipales. A chaque automne on voit aussi réapparaître un rituel conflit à propos du "grattage des chaumes", les laboureurs essayant de supprimer le droit de glanage, ressource essentielle des pauvres. Au cours de l'été 90 la municipalité règle tant bien que mal un conflit salarial entre le fermier du Seigneur & les moissonneurs, en donnant partiellement satisfaction aux revendications de ces derniers. Les conflits sont partiellement éclipsés dans la période terroriste par d'autres préoccupations (guerre, réquisitions, déchristianisation ...) mais demeurent en filigrane. BERNEUIL en fait, n'est certainement pas une exception sur le plan des conflits sociaux - on trouve la même chose dans maintes communes de la région - mais ici les sources sont peut-être plus riches & il devait aussi exister un fort noyau contestataire qui fait peut-être défaut ailleurs. D'ailleurs la municipalité de l'an II est destituée en avril 94 lors du passage de l'agent national du district, sous l'accusation de "taxe révolutionnaire abusive" contre les riches, preuve de l'arrivée temporaire au pouvoir d'un noyau sans-culotte rural, vivement combattu par l'administration supérieure de mêche avec les gros laboureurs.

Le curé de BERNEUIL, un nommé DESGROIS, semble avoir été un habile opportuniste : assermenté en janvier 91, il doit être le premier curé marié du district, puisqu'on parle de "Madame DESGROIS", ex-religieuse, dès le nouveau serment de septembre 92. En novembre 93 le curé, soupçonné d'hostilité à la déchristianisation par le Comité de Surveillance de Compiègne, est vivement défendu par la municipalité qui lui octroie un élogieux certificat de civisme. Peu de temps après il prend l'initiative de parachever le dépouillement de l'église & on le trouve en janvier 94 aux postes de greffier municipal & d'officier public. Il finira sa carrière dans le secrétariat de la sous-préfecture de Compiègne sous le Consulat & l'Empire.

Si les décadis furent un moment observés, le retour officiel au culte fut précoce à Berneuil puisqu'il est attesté dès juin 95 par la déclaration de culte d'un nouveau curé du nom de H. VAUT.

Arch. comm. : Etat Civil

Délibérations communales - R_g. 1 : 1788-1812

BIBLIO. : J.C. & G. FAROUX : dossier dactylographié sur le couvent de la Joie Ste Claire. (Mairie de Berneuil)

Sur les émeutes de février 92, auxquelles ont participé les habitants de Berneuil, mais sans mention dans les délibérations communales : cf H. BEAUMONT : " Le département de l'Oise pendant la Révolution " - arrêt des bateaux de grains sur l'Oise & sur l'Aisne en février 92 ; Société archéologique & historique de l'Oise 1911.

b) CHOISY AU BAC : mairie : tel. 440. 19. 25 - 2 rue du Gal Leclerc

Cuv. : t.l.j. 9H - 12H ; 14H - 18H30.

Assez gros village de 700 habitants à la fin du XVIII^e siècle, Choisy avait alors le bac qui est resté dans son nom. Une grande partie du terroir était boisé, mais la commune tirait avantage de sa situation sur une double voie de passage, fluviale & terrestre. A cette époque l'Aisne & l'Oise constituaient le principal moyen de communications entre le Soissonnais & la région parisienne. C'est ce qui explique l'importance stratégique d'un village à proximité du confluent des deux rivières ; c'est aussi l'explication de la surveillance constante de la circulation opérée par les autorités à toutes époques.

Choisy fut en février 92 un des trois centres névralgiques des émeutes contre la libre circulation des grains sur l'Oise & l'Aisne, avec Attichy & Chiry-Ourscamps. La relation de ce vaste mouvement ayant mobilisé quelques 15 000 personnes dans son temps le plus fort à Choisy (& 30 000 à Chiry) est totalement absente dans les archives communales, et pour cause : les autorités communales s'étaient réfugiées à Compiègne, & prises entre l'administration supérieure d'une part, la violence populaire de leurs compatriotes d'autre part. Les faits sont en revanche bien connus grâce aux papiers du district & du département, & même ceux de la Législative puisque cette assemblée intervint vivement dans une affaire qui avait pris une ampleur nationale. H. BEAUMONT (op. cité) en a fait un récit circonstancié au début de ce siècle. Le mouvement est né de la crainte paysanne séculaire de manquer de pain, renforcée au cours de l'hiver 91-92 par la pénurie croissante & la flambée des prix alimentaires. L'établissement de la libre circulation des grains par la Constituante en août 89, conforme aux vues libérales & aux intérêts de classe de la bourgeoisie, permettait en temps de crise une vive spéculation de la part des négociants en grains, blattiers, meuniers & gros cultivateurs. Les paysans craignant la famine y opposaient la volonté de réglementation du commerce des grains (stockage, taxation des prix ...), mesures qu'avait prises autrefois la monarchie aux périodes des plus graves disettes. L'initiative des paysans se heurtait donc de front au libéralisme économique bourgeois, tout en risquant de créer des difficultés alimentaires & donc des troubles sociaux à Paris. C'est ce qui explique la vigueur de la réaction de l'Assemblée, dominée alors par les feuillants & autres partisans d'arrêter la Révolution à un compromis aristocratique-bourgeois. Une première troupe commandée par Gouy d'Arisy échoua devant la force de l'émeute. Les 4 législateurs - dont G. ROMME - envoyés en parlementaires ne réussirent pas davantage par la persuasion. Finalement une véritable armée réussit à dissiper les attroupements fin février, quand le mouvement était déjà en plein reflux. Il s'ensuivit une répression judiciaire des "meneurs".

La seconde affaire intéressante survenue à Choisy sous la Révolution nous fait sauter de la période censitaire aux débuts de la Terreur, au cours de l'automne 93. Sans avoir l'ampleur nationale du précédent mouvement, cet épisode du début de la déchristianisation n'en est pas moins significatif & indirectement lié aux fluctuations de la politique nationale. Fin octobre 93, un arrêté des représentants en mission dans l'Oise LEVASSEUR (de la Sarthe) & DUMONT enjoignait aux municipalités d'appliquer intégralement le calendrier révolutionnaire ; cela signifiait entre autres transférer les cérémonies religieuses des "ci-devant dimanches & fêtes" aux nouveaux décadis. Maintes communes en ignorèrent d'ailleurs l'application & maintinrent la situation antérieure jusqu'à la fermeture complète des églises au culte catholique le mois suivant. Mais le curé & le maire de Choisy eurent simplement la malchance de se faire pincer par un envoyé du district passant au village, le ci-devant dimanche 28 octobre 93. Aussitôt le curé BOUTIN & le maire MOUGLOUX furent arrêtés & menacés de transfert devant le tribunal criminel de Beauvais, malgré les vives protestations de leurs concitoyens. Leur affaire était bien mal engagée car l'administration du district, très conformiste, ne jurait que par DUMONT, un des initiateurs de la chasse aux "animaux noirs" en France. Mais le 5 novembre, coup de théâtre, dont les inculpés vont être les heureux bénéficiaires : nous sommes en pleine période de conflits à la Convention & Robespierre donne un premier coup d'arrêt au mouvement déchristianisateur en faisant proclamer la liberté religieuse. L'arrêté DUMONT-LEVASSEUR est refusé par la Convention & le premier reçoit une bonne semonce du Comité de Salut Public pour son trop grand zèle anti-clérical, jugé "impolitique". Le district fait donc libérer le maire & le curé immédiatement, n'ayant d'autres reproches à leur faire que le "fanatisme". Par la suite le curé, d'ailleurs membre de la municipalité, se retire dans une prudente réserve. La déchristianisation positive & négative fut assez molle en l'an II, malgré la fréquente présence de petits détachements de l'armée révolutionnaire en ce point stratégique, non sans heurts avec la population. En pluviôse an III (février 95) une pétition de citoyens réclame la clé du "temple" (l'église) pour venir y glorifier "l'Être Suprême", moyen détourné pour rétablir le culte catholique. Au cours de l'été 95 on signale des grèves de moissonneurs ; bien que peu explicites dans les délibérations communales, les conflits sociaux semblent avoir été importants dans cette commune.

Arch. comm. : Etat Civil

Délibérations communales : Rg. 1 : 1788-92

Rg. 2 : 1792- an V.

Rg. 3 : an VIII & sq.

BIBLIO. : " La révolution à Choisy au Bac " A. MERMET - IV. S.H.d.C.

J. BERNET : " les émeutes sur l'Oise & sur l'Aisne en février 92 " (art. Courrier Picard - août 77)

+ H. BEAUMONT, op. cité & références nombreuses dans A. MATHIEZ : " Vie chère & mouvement social sous la Terreur "

J. BERNET : " l'arrestation du curé & du maire de Choisy ... & Robespierre " Oct. nov. 93. (Mss. arch. de Evs)

c) COULOISY : mairie : ouv. Lu. & Je. 18H - 19H.

Cette toute petite commune de moins de 150 habitants (1796) est presque inconnue dans la période ; elle sera un moment rattachée à Crouttoy au XIX^e siècle. Le curé LOEILLANT fut réfractaire en janvier 91, lié au groupe de "non-conformistes" des villages voisins, autour du château de Hautefontaine. Il fut arrêté à ce titre à la nouvelle de la fuite du Roi en juin 91 & relâché sur l'ordre du district. Il émigre après le 10 août 92. Son successeur MOES fut officier public sous la Terreur mais disparaît en avril 94, remplacé par l'ancien clerc séculier dans ses fonctions. On ne signale pas de curé en août 95.

Arch. comm. : Etat Civil depuis 1692.

(Délibérations communales postérieures à 1834)

d) MONTRACQ : mairie : tel. 441.02.78 - ouv. tLj. 9H-12H sf Samedi.

Un peu plus gros - 220 habitants en 96 - mais aussi mal connu que le précédent, ce village eut également un curé réfractaire, LEBVRE, particulièrement virulent, qui se retire à Blérancourt en juillet 91, avant d'être déporté. Son successeur, FJN QUINQUET, était le beau frère de BERTRAND, agent national du district. Ce curé "rouge" présida cette administration, devenue presque une affaire de famille - sous

la Terreur (1793-95) ; éliminé comme "terroriste" au cours des émeutes de la faim de janvier 95 à Compiègne, il devint par la suite commissaire de l'administration départementale de l'Oise pour Compiègne. Cet éminent personnage local, assidu à la Société Populaire, fut un des initiateurs du mouvement de déprêtrisation dans le district, début novembre 93 ; marié en 94, il divorce l'année suivante ... pour réépouser la même femme quelques temps après. Autant dire que QUINQUET a fort peu servi la messe à Montmacq & qu'il ne remit les pieds au village au moment de la réaction religieuse.

Arch. comm. : Etat Civil depuis 1755.

e) LE PLESSIS-BRYON : mairie : ouv.:- t.l.j. - 16H - 19H

Cette commune d'un peu plus de 300 habitants à l'époque est mentionnée pour son patriotisme en 91 au moment du remplacement des curés réfractaires (le sien, AUBRY était d'ailleurs un assermenté patriote, membre de la municipalité tout au long de la période révolutionnaire)

Cependant au cours de l'automne 93 & par la suite le village se singularisa par une résistance ouverte & habile au phénomène déchristianisateur. C'est de ce point de vue le cas le plus intéressant avec LA CROIX ST OUEN & dans une moindre mesure LONGUEIL Ste Marie. Le récit du dépouillement de l'Eglise par l'armée révolutionnaire, opéré le 27 novembre 93, nous est donné en détails par un texte de l'an III ; le curé AUBRY fut contraint d'abdiquer au même moment. Mais le 2 janvier 94 la municipalité assemblait toute la commune & faisait signer par tous les habitants une pétition à la Convention s'appuyant très habilement sur la déclaration des droits pour demander la liberté du culte catholique. Il y est fait ouvertement mention des pressions exercées sur le curé pour qu'il renonce à ses fonctions. Parallèlement les autorités communales montrèrent un zèle tout particulier dans l'organisation du culte civique, de l'effort de guerre, de la politique sociale ou la répression de la contre-révolution ; on a l'impression que la municipalité veut se dédouaner de sa résistance à la déchristianisation & prouver que son attachement à la religion n'est pas contradictoire avec le patriotisme. La pétition au district de pluviôse an III, à propos des dépouilles restantes de l'église comporte, outre le récit des violences de l'armée révolutionnaires en l'an II, une série de revendications & d'aspirations faites d'un mélange des principes révolutionnaires & thermido-riens. Ce texte traduit le désarroi & la confusion politique de l'époque. Cette souple politique de la municipalité ne l'empêcha pas d'avoir quelques ennuis de la part de ses concitoyens attachés à la religion catholique, notamment pendant l'été 94. En l'an II l'agent national de la commune proposa au district d'appliquer la loi sur la démolition des tours féodales au château du Plessis ; faute de réponse du district, cette idée n'eut aucune suite.

Arch. comm. : Etat Civil

Délibérations communales - Rg. 2 1793-anV.

BIBLIO. : "Histoire du château & de la paroisse du Plessis Brion "

- J. BERNET : "Un cas intéressant de résistance à la déchristianisation, LE PLESSIS BRION en 93-95 - Mss dactyl. Arch. Bvs.

f) JAULZY : mairie : tel. 441.52.51. Ouv. : Ma., Ve. 17H - 19H
Lu., Me., Je. 11H30-12H

Cet assez modeste village aux confins du district & du département (270 habitants en 1796) était cependant un lieu de passage & d'étape : on y trouvait un relais de poste de la route Compiègne - Soissons & un bac sur l'Aisne. Les deux temps forts de son histoire révolutionnaires se situent en 1791 & 1793.

En 91 c'est l'affaire du "mauvais serment" du curé GRAVIER, par ailleurs maire de la commune depuis février 90 ; il est remplacé en mai 91 par l'ancien vicaire de St Germain les Compiègne qui jouera un rôle politique & administratif & passera éminent au village jusqu'au XIX^e siècle.

A partir de l'été 92, la guerre donne à Jaulzy une intense activité du fait des nombreux passages de troupes ; une étape militaire y est installée, laquelle impose aux habitants logements de troupes & fourniture de subsistances.

Les habitants de Jaulzy ont également participé à l'affaire des bateaux de grains en février 92, mais on trouve pour seule trace dans les délibérations communales la démission du maire & du procureur en avril.

L'incident le plus important en 93 est à mettre en relations avec la déchristianisation : plutôt retive au mouvement, la commune est occupée pendant 4 jours par un détachement de l'armée révolutionnaire, du 4 au 8 décembre 93 ; visites domiciliaires & surtout dévastation de l'église - opérée avec un officier municipal - épouvantent les villageois qui protestent officiellement dès le départ des soldats parisiens. Ceci explique sans doute la tiédeur des autorités communales - le curé BIBAUT, procureur puis agent national en tête - quant à l'organisation du culte civique. Signalons enfin l'existence de conflits sociaux allusivement évoqués par quelques délibérations (notamment entre le maître de poste RECULE & les paysans) ainsi que la longue lutte juridique menée par la municipalité pour récupérer ses biens communaux usurpés.

Arch. comm. : Etat Civil depuis la fin XVI^e
Délibérations communales : Rg. 1 : 1788-1812

BIBLIO. : J. GANCE : "Un petit village sous la Révolution : JAULZY depuis 1788" (Chap. I & II : 1788-91) Bull. mun. de Jaulzy - 1977.

g) RETHONDES : mairie : ouv. Lu., Me., Ve. : 14H30 - 16H30

Commune chef-lieu de canton entre 1790 & 1800, Rethondes n'était pourtant pas le plus gros village de sa circonscription (seulement 450 habitants en 96) ; cependant cette commune peuplée d'une majorité de très pauvres gens rudes & frustes, a connu une histoire révolutionnaire très animée. C'est une des plus petites où l'on aîr créé une Société populaire en l'an II, animée par quelques "têtes chaudes" locales & appuyée par un fort courant sans-culotte.

La période censitaire, moins bien connue, est marquée par une guerre prolongée entre le curé MARTIN & les autorités communales ; bien qu'assermenté en janvier 91 le curé finit par émigrer après le 10 août 92.

Aux élections municipales de décembre 92 parviennent au pouvoir deux figures éminentes du village, le maire SIMBOZEL & le procureur N. LECLERE, jacobins de campagne, fermes républicains & vigoureux déchristianisateurs en l'an II. Ils font opérer un partage égalitaire des biens communaux en mars 93, avant même la loi de juin & malgré l'opposition des gros fermiers. Cette période est aussi marquée par des conflits avec Troglie Breuil sur des questions de démarcation (biens communaux & limites de l'aire de bardage entre les 2 communes). Le 14 juillet 93 les 96 votants de la commune approuvent par un vote oral unanime la nouvelle constitution ; Louis DUFREY, juge de paix, est envoyé porter ce résultat à la Convention. La municipalité jacobine prend l'initiative de l'iconoclasme anti-monarchique & féodal en octobre 93, ce qui suscite d'ailleurs quelques contradictions dans la commune. Le 31 octobre Rethondes est une des rares communes à appliquer immédiatement l'arrêté déchristianisateur des représentants en mission sur l'interdiction des cérémonies religieuses les ci-devant dimanches & fêtes. Le dépouillement de l'église est opéré le 26 novembre 93 en présence de l'armée révolutionnaire. Le 17 décembre la municipalité s'empare du presbytère pour y tenir ses séances. Par la suite les deux dirigeants jacobins font un gros effort d'organisation du culte civique, se heurtant à certaines résistances pour le respect du décadi (cf. l'incident du 18 février 94). Cependant cette vigoureuse action déchristianisatrice ne semble pas avoir rallié toute l'opinion du village. Une lettre affolée de Simbozel au district en mars 95 évoque un violent courant dans le village en faveur du retour au culte & qui tourne à l'"avilissement des autorités constituées". Il faut probablement voir dans cette réaction populaire sincère mais dévoyée le reflet de l'échec de la Révolution dans les campagnes, aux plans politique & social. Cette réaction, nous l'avons déjà vu, est courante dans la région au printemps 95, mais elle a des causes complexes & ne signifie pas nécessairement un attachement profond à la religion ou la volonté de retrouver l'Ancien Régime. Elle est en un sens une forme de réaction sociale des éléments les plus arriérés politiquement des classes populaires.

Arch. communales : Etat Civil depuis 1622
Délibérations communales : Rg. 1 janvier 92 - 1839.

BIBLIO. : art. PINGEOT - instituteur : "Rethondes sous la Révolution" (résumé souvent contestable des délibérations communales) 1925.

h) SAINT CREPIN aux Bois (BRUMAIRE aux Bois - La BLANCHIRIE)

Mairie : tel. 441.60.01. - ouv. Lu., Me. 18H - 19H30.

La paroisse dite de "St Crépin d'Offémont" puis de St Crépin aux bois, était une clairière dans la grande forêt de Laigue (340 habitants sur un vaste terroir en grande partie boisé de plus de 1600 ha.)

Elle est surtout intéressante pour ses initiatives déchristianisatrices de la fin 93 & de l'année 94 ; c'est en effet la seule commune, en dehors de Compiègne qui ait proposé spontanément de changer son nom - en BRUMAIRE AUX BOIS - fin novembre 93 ; elle se vit d'ailleurs attribuer autoritairement celui de LA BLANCHIRIE par l'administration du district. L'organisation des fêtes civiques y fut également remarquable & les registres de délibérations communales nous en donnent un récit détaillé ; le curé BLANCHARD, abdicataire & marié, substitut de l'agent national de la commune en l'an II semble avoir joué là un rôle important. Notons parmi les plus intéressantes cérémonies civiques celle du 30 décembre 93 pour la reprise de Toulon aux anglais ; la plantation d'un nouvel arbre de la Liberté en mars 93 ; la fête de l'Etre Suprême le 8 juin 94 ; la grande fête anniversaire de la chute de la royauté le 10 août 94, reportée de quelques jours d'ailleurs à cause des pluies qui gâtaient la moisson. Cette pompe républicaine qui semble avoir mobilisé les foules du village fut cependant vite oubliée : en l'an III (février 95) les "mauvais citoyens" provoquent des incidents en faveur du retour au culte.

Arch. comm. : Etat Civil

Délibérations communales - Rg. 1 : 1788-fev. 91.

- Rg. 2 : fev. 92 - 1837

i) SAINT LEGER AUX BOIS (LA CHANVRERIE)

Cette assez grosse commune (640 habitants en 1796) située en pleine forêt de Laigue a malheureusement perdu toutes ses archives pendant la première guerre mondiale. Elle semble pourtant avoir connu une histoire mouvementée d'après les mentions qui sont faites dans les papiers du district. L'opinion du village semble avoir soutenu le curé réfractaire en 1791. En 1793 le maire LOMBARE est accusé de complicité avec les émigrés & on prétend qu'il refuse d'afficher les lois. La commune a été visiblement très divisée sur la déchristianisation & le culte civique. Par ailleurs les questions de biens communaux ont suscité de nombreux conflits avec les communes voisines & entre les habitants.

Arch. comm. : Etat Civil (double à Bvs - série E)

j) TROLY-BREUIL : mairie : tous les jours 09H-12H ; 14H-18H.

Cette dernière commune était une des plus grosses du canton (près de 800 habitants en 1796) ; elle est malheureusement presque totalement inconnue sous la Révolution en l'absence de documents communaux & de références dans les papiers du district, si l'on excepte les conflits avec Rethondes & une mention de la célébration de la fête du 10 août 94. Située sur la double voie de passage fluviale & terrestre Compiègne - Soissons, le village a participé aux émeutes de février 92 & semble-t-il aussi à des arrêts & pillages de convois de grain en avril 95. Le dépouillement de l'église est mentionné en frimaire an II, avec semble-t-il un concours populaire.

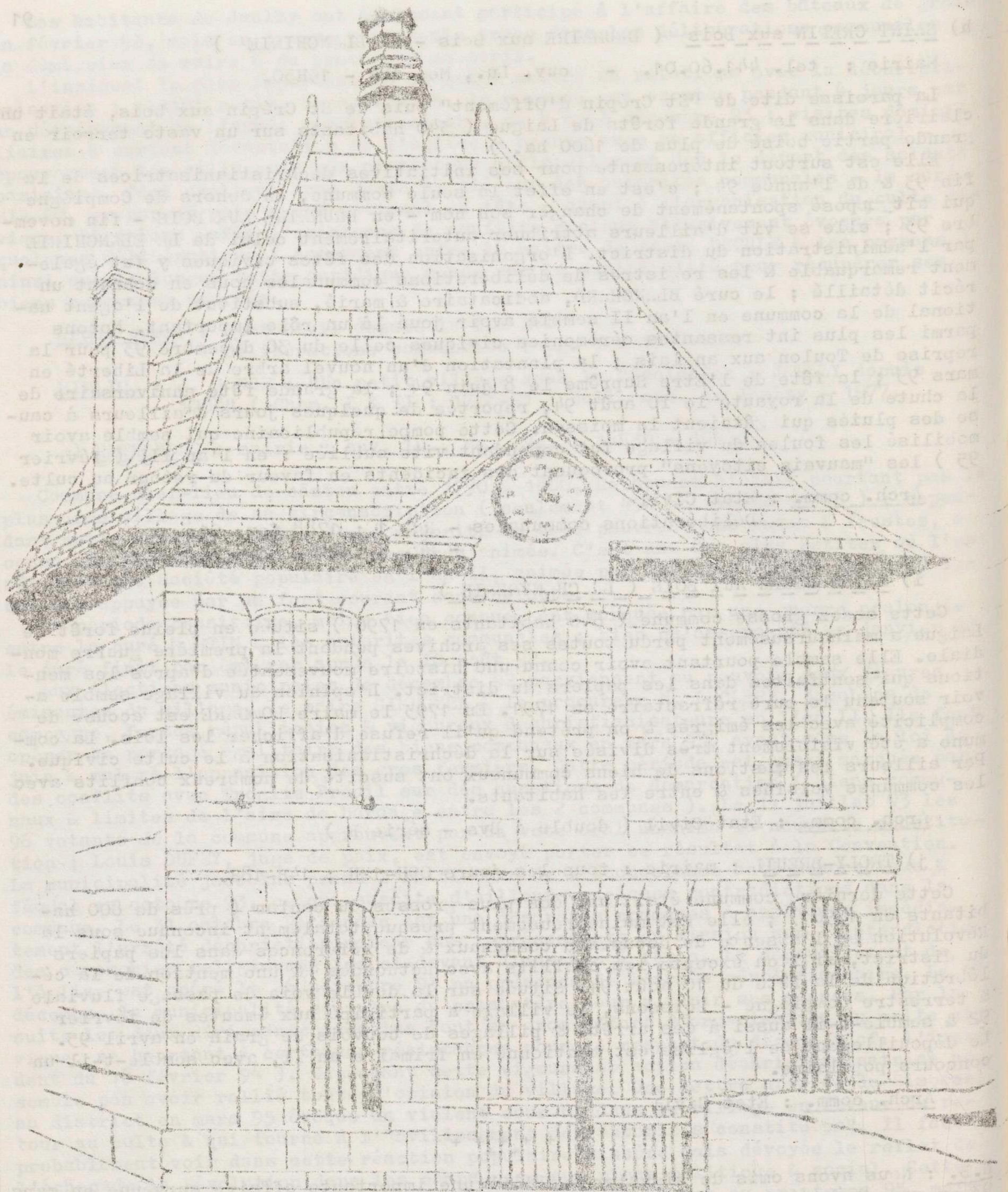
Arch. comm. : Etat Civil

+ + + + +
+ +

N.B. : Nous avons omis de signaler à BELLOY une importante affaire survenue en mars 93 au moment du recrutement ; les jeunes paysans refusèrent le tirage au sort des soldats & adoptèrent une procédure illégale d'élection, laquelle tomba sur les fils de gros fermiers.

Signalons également d'importants TROUBLES TAXATEURS survenus à Pierrefonds & aux alentours au printemps 93, en relation avec l'émeute du 6 mars 93 sur le marché de Crépy en Valois. De telles actions éclatèrent sur le marché de Pierrefonds & des bandes de "taxateurs" firent la tournée des gros fermiers de Chelles, Courtieux, St Etienne ... en mars-avril de cette année.

Enfin le village de Monchy - Humières connut aussi de sérieux troubles au moment de la levée des 300 000 hommes en mars avril 93 (taxes imposées aux riches ...)



GOURNAY / Aronde : l'Hotel de ville
(dessin de Patrick BERROMEZ)